

Stimuler l'engagement et entretenir l'espoir grâce à l'éducation à la citoyenneté et à l'environnement

Mémoire présenté au Secrétariat à la jeunesse du Gouvernement du Québec, dans le cadre des consultations publiques pour le renouvellement de la Stratégie d'action jeunesse

Axes d'intervention touchés :

- Citoyenneté
- Environnement



POUR L'ÉDUCATION
AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

DÉCEMBRE 2019

STIMULER L'ENGAGEMENT ET ENTRETENIR L'ESPOIR GRÂCE À L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

AUTORISATIONS

Acceptez-vous que votre mémoire soit accessible aux ministères et aux organismes gouvernementaux partenaires du Secrétariat à la jeunesse ? **OUI**

Acceptez-vous que votre mémoire soit déposé intégralement sur le site du Secrétariat à la jeunesse ? **OUI**

RENSEIGNEMENTS

Soumis par : M. Benoît Mercille

Titre : Directeur général

Pour (organisation) : Fondation Monique-Fitz-Back pour l'éducation au développement durable

Description de l'organisation : La Fondation Monique-Fitz-Back œuvre à stimuler et à reconnaître l'engagement social et environnemental et à entretenir l'espoir chez les jeunes du Québec. Elle a pour mission de promouvoir l'éducation relative à l'environnement et à un milieu sain dans une perspective de développement durable. Depuis sa création en 2006, plus de 100 000 jeunes provenant de toutes les régions administratives du Québec ont été sensibilisés au développement durable par les projets de la Fondation, ce qui en fait l'une des plus importantes organisations dans le domaine.

Téléphone : 418 523-8585 poste 225

Courriel : bmercille@fondationmf.ca

RÉSUMÉ DU MÉMOIRE

Par ce mémoire, nous souhaitons démontrer l'importance de développer et de mettre à profit dès maintenant le potentiel de mobilisation des jeunes au sein des écoles secondaires du Québec. L'éducation à la citoyenneté et à l'environnement nous apparaît incontournable pour rejoindre cette jeunesse. L'axe citoyenneté est transversal à ce projet commun et il permet de toucher la plupart des grands débats qui animent notre société et qui intéressent les jeunes notamment les échanges interculturels, l'inclusion, la justice sociale et environnementale et les inégalités. Quant à l'axe environnement, les changements climatiques, la pollution, la perte de biodiversité et la surconsommation interpellent particulièrement cette génération très marquée par l'écoanxiété et à qui il faut redonner espoir en lui apprenant à s'engager de manière réfléchi en prenant appui sur les mécanismes démocratiques existants et des scientifiques, des enseignants, des professionnels ou des citoyens inspirants.

SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS

CITOYENNETÉ

Recommandation 1 : Soutenir financièrement les organisations d'envergure nationale, notamment l'Alliance pour l'engagement jeunesse et le réseau EVB-CSQ, qui sont aptes à stimuler l'engagement citoyen auprès des jeunes des écoles secondaires dans toutes les régions du Québec.

Recommandation 2 : Reconnaître l'importance du personnel de l'éducation, notamment des animatrices et animateurs de vie communautaire (auparavant appelés AVSEC), des enseignantes et enseignants et du personnel technique dans le développement de la citoyenneté à l'école.

Recommandation 3 : Offrir une aide financière, destinée à soutenir le milieu scolaire dans le développement de projets d'engagement citoyen. Forte de son expérience, la Fondation Monique-Fitz-Back pourrait gérer ce volet.

ENVIRONNEMENT

Recommandation 4 : Reconduire rapidement les enveloppes financières destinées à soutenir les grandes campagnes de sensibilisation et de mobilisation de la jeunesse québécoise face aux grands enjeux environnementaux dont ceux liés aux changements climatiques.

Recommandation 5 : En étroite collaboration avec les spécialistes de l'éducation, les universitaires, les syndicats et les associations d'enseignants, évaluer de quelle façon l'environnement et notamment l'enjeu climatique, pourrait s'intégrer davantage et de manière plus approfondie dans le Programme de formation de l'école québécoise.

AXE 3. CITOYENNETÉ

QUELS SONT LES DÉFIS PRIORITAIRES DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE CITOYENNETÉ POUR LES JEUNES ? QUELS SONT LES ACTIONS À PRIVILÉGIER AUPRÈS DES JEUNES POUR RELEVER CES DÉFIS ?

Nous croyons fermement que l'apprentissage de l'engagement citoyen durant l'adolescence est susceptible d'encourager une continuité de cette participation des jeunes au sein de leurs communautés respectives et de la société québécoise en général. Une récente étude réalisée par une équipe de l'UQAM (Philippeⁱ) affirme que « la pratique d'activités civiques chez les jeunes du secondaire contribue (...) à développer des jeunes à même d'être plus engagés dans leur milieu et leur communauté à l'âge adulte ».

Dans un sondage réalisé dans le cadre du projet *Sors de ta bulle* de la Fondation Monique-Fitz-Backⁱⁱ, 48% des jeunes se sont dit certainement intéressés à s'impliquer dans un projet [environnemental], alors que seulement 11% ont déjà eu l'occasion de le faire. Les jeunes nous semblent prêts à s'engager dans des projets citoyens concrets; toutefois des occasions d'engagement doivent leur être offertes afin de concrétiser cette volonté d'engagement.

L'actuelle stratégie d'action jeunesse a permis à quelques organisations de contribuer au développement de ce potentiel d'engagement dans le réseau d'établissements scolaires de niveau secondaire au cours des dernières années. Les succès des Journées #Onsengage de l'Alliance pour l'engagement jeunesse et des Sommets jeunesse sur les changements climatiques de la Fondation Monique-Fitz-Back démontrent d'ailleurs la soif d'engagement chez les jeunes québécoises et québécois. Après une période marquée par un certain individualisme, on remarque depuis quelques années que de plus en plus de jeunes souhaitent prendre part au développement de notre société; les récentes mobilisations pour le climat en ont été de bons exemples. La prochaine stratégie d'action jeunesse se doit de poursuivre dans cette direction afin d'offrir des moyens permettant à différentes organisations de stimuler l'engagement citoyen.

Le milieu scolaire est l'espace idéal pour le faire; ceci étant dit, il peut être difficile d'y établir des partenariats, notamment au niveau secondaire : la charge de travail des enseignants et des animateurs de vie communautaire laisse peu de temps pour ce type d'activités, les budgets des écoles pour faire vivre ce type d'activités à leurs élèves sont très limités, la pression mise sur les enseignants pour respecter le programme de formation et «faire performer » leurs élèves est de plus en plus grande, les jeunes eux-mêmes ont des horaires très chargés.... Pour espérer percer ce milieu, y susciter la naissance de projets et y stimuler l'engagement citoyen, il apparaît nécessaire de bénéficier de la présence dans les milieux, d'acteurs déjà en place qui sont reconnus et crédibles aux yeux des établissements. Pour lancer une vaste campagne simultanément dans plusieurs régions, il devient essentiel de travailler avec des partenaires d'envergure nationale, qui seront en mesure de susciter l'adhésion du personnel, des directions des écoles, des commissions scolaires, ainsi que des syndicats.

Nous identifions trois partenaires qui répondent à ces critères et que le gouvernement devrait considérer très sérieusement pour développer la citoyenneté à l'adolescence :

A- L'Alliance pour l'engagement jeunesse. Ce regroupement d'organisations complémentaires et actives auprès du milieu scolaire a permis au cours des trois dernières années de toucher directement plus de 2 000 jeunes, de toutes les régions du Québec, en les amenant à développer des projets sociaux et environnementaux concrets tout en favorisant le développement de leur leadership citoyen.

B- Le réseau des Établissements verts Brundtland (EVB). Présent dans les écoles publiques et privées du Québec depuis plus de 25 ans, le réseau EVB fait vivre les valeurs liées à la citoyenneté engagée à des dizaines de milliers de jeunes. On compte notamment 150 comités jeunesse EVB qui ont été actifs au cours des cinq dernières années dans les écoles secondaires du Québec, en plus des centaines de projets citoyens réalisés annuellement au sein de ce réseau.

C- Les animatrices et animateurs de vie communautaire (auparavant appelés AVSEC) actives et actifs dans les écoles. Il s'agit d'un réseau de personnes clés qui contribuent à chaque année à la réalisation de nombreuses initiatives d'engagement citoyen dans les écoles. Malheureusement pour les élèves, cette profession est présentement mise à mal par des coupures budgétaires répétées.

Recommandation 1 : Soutenir financièrement les organisations d'envergure nationale, notamment l'Alliance pour l'engagement jeunesse et le réseau EVB-CSQ, qui sont aptes à stimuler l'engagement citoyen auprès des jeunes des écoles secondaires dans toutes les régions du Québec.

Recommandation 2 : Reconnaître l'importance du personnel de l'éducation, notamment des animatrices et animateurs de vie communautaire (auparavant appelés AVSEC), des enseignantes et enseignants et du personnel technique dans le développement de la citoyenneté à l'école.

Il existe dans toutes les écoles du Québec des trésors de projets de mobilisation et d'engagement citoyen. Depuis l'année scolaire 2013-2014, la Fondation Monique-Fitz-Back a soutenu près de 200 de ces projets grâce à son programme d'aide financière. Il s'agit de projets dans lesquels des jeunes sont nécessairement impliqués et dont les retombées touchent généralement tous les jeunes de l'école bénéficiaire de l'aide financière. Malheureusement, le budget que peut allouer la Fondation à cet égard est relativement limité et ne permet pas de répondre à toutes les demandes envoyées par les écoles qui désirent obtenir un soutien pour la réalisation de leurs projets.

Recommandation 3 : Offrir une aide financière, destinée à soutenir le milieu scolaire dans le développement de projets d'engagement citoyen. Forte de son expérience, la Fondation Monique-Fitz-Back pourrait gérer ce volet.

AXE 7. ENVIRONNEMENT

QUELS SONT LES DÉFIS PRIORITAIRES DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT POUR LES JEUNES ? QUELS SONT LES ACTIONS À PRIVILÉGIER AUPRÈS DES JEUNES POUR RELEVER CES DÉFIS ?

D'entrée de jeu, nous saluons l'ajout de l'axe environnement dans la prochaine stratégie d'action jeunesse. C'est une suggestion que nous avons faite dans notre mémoire déposé en 2015 et nous sommes plus qu'heureux que le gouvernement y ait donné suite. La mobilisation jeunesse sur l'enjeu climatique prend une ampleur sans précédent, et ce, au Québec comme dans le monde. Le mouvement de la grève pour le climat porté par des jeunes dont Greta Thunberg, mobilise des millions de personnes à travers la planète. Pensons notamment au 15 mars 2019, lorsque deux millions de personnes ont participé à une mobilisation impressionnante dans les rues de plus de 2 000 villes, ainsi qu'au 27 septembre dernier, alors que cette marche d'envergure mondiale a regroupé plus de sept millions de personnes, dont près de 500 000 à Montréal.

La jeunesse demande à être entendue, mais surtout elle souhaite être écoutée. Cette jeunesse compte aussi des jeunes âgés de moins de 18 ans qui veulent également faire partie de la solution en étant concrètement impliqués et interpellés. Bien qu'ils et elles soient mineur(e)s et ne soient pas considérés comme faisant partie de la population activeⁱⁱⁱ, ils et elles croient en leur leadership environnemental et souhaitent agir.

Près de 90% des jeunes de 12 à 18 ans ont confiance en l'impact positif de leur pouvoir d'action^{iv}. La jeune génération possède la volonté d'agir, bien qu'elle se sente parfois impuissante face à l'ampleur du défi climatique à relever. Le financement d'initiatives jeunesse ainsi que l'accompagnement de groupes de jeune engagés représentent des actions significatives et efficaces pour entraîner, à long terme, des changements de comportements et l'adoption de modes de vie durables. Par exemple, selon Champagne St-Arnaud^v, la participation aux Sommets jeunesse sur les changements climatiques organisés par la Fondation Monique-Fitz-Back se traduit par « une augmentation de la proportion de jeunes trouvant important de jouer un rôle actif dans la société » et qu'à la suite de leur participation à l'événement, « ils s'estiment plus compétents pour convaincre leur entourage de diminuer leur impact climatique ».

De telles expériences jeunesse permettent de contrer l'écoanxiété et « d'allumer » la flamme de l'engagement chez cette génération, tel que le témoigne ici une jeune participante :

« Le sommet jeunesse m'a permis de découvrir un réseau de jeunes engagés, comme moi, dans l'optique de trouver des solutions aux changements climatiques. C'est une occasion de rassembler des jeunes qui sont engagés dans une même lutte, soit la lutte aux changements climatiques et c'est une des raisons pour lesquelles je crois qu'avoir un sommet jeunesse sur les changements climatiques est indispensable au Québec. De plus, ma participation à ce sommet m'a motivée à prendre des actions plus concrètes en matière de changements

climatiques. Voir tous ces jeunes qui luttent pour un avenir meilleur m'a redonné espoir et je suis persuadée qu'il a redonné espoir à plusieurs autres. »

-Catherine Grammond, jeune participante

Recommandation 4 : Reconduire rapidement les enveloppes financières destinées à soutenir les grandes campagnes de sensibilisation et de mobilisation de la jeunesse québécoise face aux grands enjeux environnementaux dont ceux liés aux changements climatiques.

Finalement, il nous apparaît crucial que l'enjeu climatique ainsi que les questions environnementales soient davantage intégrés au *Programme de formation de l'école québécoise*. Ce geste ferait écho au commentaire émis par le Commissaire au développement durable dans le dernier rapport du Vérificateur Général du Québec qui a souligné la faiblesse du système éducatif du Québec en matière d'éducation au développement durable. Il est temps de relever ce défi.

En cette ère d'utilisation massive des médias sociaux et de multiplication des fausses nouvelles, nous jugeons essentiel que les jeunes aient accès à un contenu scientifiquement validé et nous sommes convaincus que l'école demeure le meilleur endroit pour le faire. Un sondage réalisé en 2019^{vi} par la Fondation Monique-Fitz-Back, montre d'ailleurs que 63% des 775 jeunes ayant répondu au sondage souhaiterait entendre parler davantage des changements climatiques à leur école. L'implication de gens actifs sur le terrain, d'experts ou de citoyens mobilisés serait une belle manière de répondre à la demande des jeunes du secondaire qui souhaitent que l'École leur apprenne vraiment à bien comprendre les causes structurelles des changements climatiques et comment agir vers de véritables transformations sociales. Les jeunes sont prêts !

Recommandation 5 : En étroite collaboration avec les spécialistes de l'éducation, les universitaires, les syndicats et les associations d'enseignantes et d'enseignants, évaluer de quelle façon l'environnement et notamment l'enjeu climatique, pourrait s'intégrer davantage et de manière plus approfondie dans le Programme de formation de l'école québécoise.

RÉFÉRENCES

ⁱ Philippe, Frédérick (2018). Projet RÉUSSIR. Étude de l'effet de l'engagement civique sur la réalité scolaire.

ⁱⁱ Fondation Monique-Fitz-Back (2019). Sondage sur les perceptions des jeunes de 12 à 18 ans face aux changements climatiques. Disponible en ligne : sorsdetabulle.com/sondage2018-2019/

ⁱⁱⁱ Interaction entre la jeune ministre Ève-Gabrielle Grégoire et le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques, Benoît Charette, lors du Sommet jeunesse sur les changement climatiques 2019

^{iv} Fondation Monique-Fitz-Back (2019). Sondage sur les perceptions des jeunes de 12 à 18 ans face aux changements climatiques. Disponible en ligne : sorsdetabulle.com/sondage2018-2019/

^v Champagne St-Arnaud, Valériane (2019). Sors de ta bulle - Rapport d'évaluation Activités 2017-2018-2019. 44pages.

^{vi} Fondation Monique-Fitz-Back (2019). Sondage sur les perceptions des jeunes de 12 à 18 ans face aux changements climatiques.